

Projet de loi renforçant la protection des renseignements personnels



Votre gouvernement responsabilise :



- les entreprises
- les ministères et organismes publics
- les partis politiques

Impose des sanctions pénales :
jusqu'à **25 M\$** ou **4 %** du chiffre d'affaires en cas d'infractions.

Il assure + de transparence dans la gestion de vos renseignements personnels

Et interdit aux partis politiques de collecter vos renseignements personnels sur Internet

